

À DÉCOUVRIR

L'Enlèvement

Grégoire Kauffmann

Flammarion, septembre 2023

400 pages, 22,90 €

Le 22 mai 1985, le journaliste Jean-Paul Kauffmann est enlevé à Beyrouth par un mouvement lié au Hezbollah et ne revient en France que le 4 mai 1988. Il laisse derrière lui un compagnon de geôle, Michel Seurat, sociologue, souffrant d'un cancer et dont les conditions précises de la disparition restent dans l'ombre. Ce sont ces trois années de détention, et davantage, que raconte le fils aîné de Jean-Paul Kauffmann, Grégoire, qui avait 12 ans au moment de l'enlèvement.

D'évidence, quoiqu'en disent la couverture et le sous-titre, «*récit*» et analyse se mêlent : le lecteur passe avec bonheur des souvenirs personnels d'un adolescent à l'étude d'une mobilisation protéiforme. Dans un style vif, entre micro-histoire familiale – et même clanique – et plongée au cœur d'un Proche-Orient en crise, l'auteur nous fait ainsi revivre un temps de mobilisations plurielles, au-delà d'une véritable «*mère-courage*», Joëlle Brunerie-Kauffmann. Paradoxe pour une gynécologue signataire du «*Manifeste des 331*», engagée au sein du Mlac et dans l'Ancig⁽¹⁾, elle ajoute son nom d'épouse au sien, dans la défense de la liberté de son mari... Dans cette fresque qui oscille entre l'intime et le public, l'historien souligne le rôle des médias, intellectuels, politiques – *L'Évènement du jeudi* de Jean-François Kahn, l'architecte et urbaniste Michel Cantal-Dupart, le ministre Roland Dumas (pas vraiment à son avantage...), des associations – SOS Racisme, mais étonnamment pas la LDH, présente pourtant dès le départ. Du reste, J. Brunerie-Kauffmann comme M. C.-Dupart y adhéreront lors du congrès d'Épinay-sur-Seine (1987), la première prenant une adhésion de couple «*pour faire revenir Jean-Paul*»⁽²⁾, le second avec son fils. Les deux entrent



au comité central, Joëlle Brunerie-Kauffmann en 1989, à l'initiative d'Yves Jouffa. Présidente de la commission «*Droits des femmes*» entre 1990 et 1991, elle fut vice-présidente de la LDH de 1995 à 2000.

On l'aura deviné, un «*récit*» passionnant, personnel mais partiel qui, au-delà du recours aux archives du comité de soutien constitué alors, de revues de presse, et d'un seul entretien, avec Marie Seurat, aurait gagné à élargir ses sources pour s'inscrire davantage dans l'histoire des sociétés civiles en action.

(1) Respectivement Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception et Association nationale des centres d'interruption de grossesse.

(2) Entretien d'Emmanuel Naquet avec Bernard Wallon, ancien responsable de la communication de la LDH (1981-1996), le 6 juin 2024.

Emmanuel Naquet,
coresponsable du groupe
de travail LDH

«*Mémoires, histoire, archives*»



Rwanda

A la poursuite des génocidaires

Thomas Zribi, Damien Roudeau

Steinkis-Les Escalles

Septembre 2023

184 pages, 24 €

Trente ans plus tard, comment raconter l'indicible et faire comprendre au monde l'importance de la lutte contre l'impunité? En France, les deux premiers mois du génocide des Tutsi du Rwanda se sont déroulés dans un grand silence; pas ou peu d'images dans nos journaux télévisés; peu d'articles dans la presse ou d'émissions de radio ou télé ont évoqué la tragédie en cours dans ce petit pays d'Afrique, si ce n'est pour évoquer un «*conflit ethnique comme le continent en connaît tant*». En cent jours, plus d'un million de morts.

Pour donner de l'écho à ce dernier génocide du XX^e siècle, le journaliste Thomas Zribi a suivi, en 2021, au Rwanda, Alain et Dafroza

Gauthier, un couple franco-rwandais dont le génocide a ravagé la famille et bouleversé la vie. Ils sont partis enquêter sur des hommes, réfugiés en France, soupçonnés d'avoir participé au génocide des Tutsi.

Le reportage est mis en croquis par Damien Roudeau, dessinateur des félures du monde. On y lit l'horreur vécue au pays des Mille Collines. Parfois en cultivant un champ, les paysans trouvent encore des ossements, mais souvent on cherche encore où sont les corps des victimes. L'organisation du génocide, les appels au meurtre de Radio-Mille Collines, les massacres partout, le rôle de l'église catholique rwandaise (les églises, autrefois refuges, devenues lieux de massacre), l'abandon de la communauté internationale, le soutien de la France aux génocidaires, l'histoire de Bisesero, le procès du préfet Bucyibaruta en 2022, etc., tissent les pages de cette BD qu'il faut lire pour percevoir un peu de l'incomparable horreur.

Cela fait bientôt trente ans que ce couple consacre sa vie au recueil des témoignages des rares survivants. La lenteur de la justice est insupportable, il reste tant à accomplir mais comment le faire avec le manque de moyens, de juges d'instruction, d'enquêteurs? En 2014 a eu lieu le premier procès en France, avec une première condamnation. On compte d'autres condamnations depuis, mais souvent les condamnés font appel et usent de tous les recours possibles. Ils restent donc présumés innocents. Le bilan est si maigre. Des non-lieux sont prononcés faute de preuves, preuves disparues avec les victimes ou gravées dans la mémoire des auteurs des crimes. «*Quand le verdict tombe et que l'accusé est condamné, nous ne sautons pas de joie, nous n'applaudissons pas. La justice est passée, c'est tout.*» (p. 125)

Catherine Choquet,
membre du comité
de rédaction de *D&L*